

Convention collective

IDCC : 9791. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,
D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS OU NON,
CUMA ET EXPLOITATIONS DE CULTURES SPÉCIALISÉES
(Deux-Sèvres)
(8 novembre 2002)**

(Etendue par arrêté du 1^{er} avril 2004,
Journal officiel du 14 avril 2004)

AVENANT N° 1 DU 16 DÉCEMBRE 2013

NOR : AGRS1497070M

IDCC : 9791

Entre :

La FDSEA des Deux-Sèvres ;

La FD des CUMA des Deux-Sèvres ;

Le syndicat horticole de la région Poitou-Charentes,

D'une part, et

Le SGA CFDT des Deux-Sèvres ;

L'UD CGT-FO des Deux-Sèvres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

En application du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire, les partenaires sociaux ont décidé de modifier les articles 2, 4, 8, 12, 15 et 16 de l'accord du 5 juin 2009.

Article 1^{er}

Salariés bénéficiaires

Les dispositions de l'article 2 « Salariés bénéficiaires » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés agricoles, en contrat à durée déterminée ou contrat à durée indéterminée, non affiliés à l'AGIRC, relevant du champ d'application de l'accord précité, ayant 6 mois d'ancienneté et plus dans l'entreprise.

L'ancienneté est réputée acquise au premier jour du 6^e mois. »

Article 2

Adhésion. – Affiliation

Les dispositions de l'article 4 « Adhésion. – Affiliation » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Adhésion obligatoire

L'entreprise recevra la notification d'adhésion des bénéficiaires désignés à l'article 2.

Affiliation obligatoire

A compter de la date d'effet de l'avenant n° 1 du 16 décembre 2013 au présent accord, les entreprises devront affilier les salariés bénéficiaires visés à l'article 2, auprès de l'assureur désigné à l'article 5 de l'accord précité, par la signature d'un bulletin d'affiliation.

Conformément aux dispositions légales, une notice sera délivrée par l'assureur à l'employeur. Elle sera remise par l'employeur à chaque nouveau salarié de l'entreprise, afin de lui faire connaître les caractéristiques du régime.

Pendant toute la durée de l'accord précité, aucun salarié ne pourra démissionner du régime à titre individuel et de son propre fait.

Dispense d'affiliation

Ont par ailleurs la possibilité de solliciter une dispense d'affiliation afin de ne pas souscrire au présent régime les salariés se trouvant dans un des cas ci-dessous :

1. Les salariés en CDD et les apprentis :
 - dont le contrat est inférieur à 12 mois, sans condition ;
 - dont le contrat est supérieur ou égal à 12 mois, à condition qu'ils justifient d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garantie.
2. Les salariés à temps partiel et les apprentis dont la cotisation salariale serait au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;
3. Les salariés disposant d'une couverture frais de santé : la dispense ne vaut qu'à l'échéance annuelle de leur contrat ;
4. Les salariés bénéficiaires de la CMU-C et de l'ACS (aide à l'acquisition d'une couverture maladie complémentaire) : la dispense ne vaut que le temps de la prise en charge dans ce régime ;
5. A condition d'en justifier chaque année, les salariés bénéficiaires par ailleurs pour les mêmes risques, y compris en qualité d'ayant droit, d'une couverture collective à adhésion obligatoire mise en place dans une autre entreprise (salarié à employeurs multiples ou en qualité d'ayant droit affilié à titre obligatoire). Cette dispense d'affiliation prend fin en cas de modification de la qualité d'ayant droit, en cas de non-renouvellement annuel de l'attestation, de cessation de la couverture obligatoire ou à la demande du salarié.
6. Les salariés bénéficiant par ailleurs, y compris en tant qu'ayant droit, d'une couverture collective :
 - dans le cadre d'un dispositif de prévoyance complémentaire remplissant les conditions mentionnées au 6^e alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale ;
 - par le régime local d'assurance maladie du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en application des articles D. 325-6 et D. 325-7 du code de la sécurité sociale ;
 - par le régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières en application du décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 approuvant le statut national du personnel des industries électriques et gazières ;

- dans le cadre des dispositions prévues par le décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'Etat et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels ;
- dans le cadre des dispositions prévues par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- dans le cadre des contrats d'assurance de groupe issus de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle. »

Article 3

Cotisations

Les dispositions de l'article 8 « Cotisations » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 1. Taux de cotisations et répartition

Les cotisations sont établies sur la base de la législation de l'assurance maladie et de la réglementation sociale et fiscale en vigueur au moment de la conclusion du présent accord.

La cotisation mensuelle du présent régime de remboursement complémentaire de frais de santé est exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) et sera égale, pour les exercices 2014 et suivants, à 1,36 % du PMSS.

Elle est répartie comme suit :

- 20 % à la charge de l'employeur ;
- 80 % à la charge du salarié.

Toute modification du taux de cotisation sera communiquée en respectant un préavis de 2 mois et après consultation des partenaires sociaux.

2. Appel et recouvrement

Pour les salariés affiliés de manière obligatoire, l'appel et le recouvrement des cotisations seront confiés à la mutualité sociale agricole pour le compte de l'organisme assureur selon les termes d'un accord conclu entre eux.

Les cotisations sont payables trimestriellement, à terme échu. Elles doivent être versées à l'organisme gestionnaire des cotisations dans le deuxième mois de chaque trimestre civil pour le trimestre écoulé.

Les cotisations sont dues pour la totalité du mois au cours duquel les garanties sont accordées. L'organisme gestionnaire des cotisations, en application de l'article L. 932-9 du code de la sécurité sociale, procédera, le cas échéant, au recouvrement des cotisations dues par l'entreprise en cas de non-paiement dans les délais.

Pour les ayants droit, le droit de suite et les salariés adhérent de manière facultative, l'appel et le recouvrement des cotisations seront confiés à l'organisme assureur. »

Article 4

Cessation des garanties, portabilité et transférabilité

Les dispositions de l'article 12 « Cessation des garanties, portabilité et transférabilité » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 12.1. Cessation des garanties

Pour tout salarié, la garantie cesse d'être accordée à la cessation du contrat de travail qui le lie à l'entreprise adhérente.

12.2. Portabilité

Toutefois, les salariés bénéficient, à compter du 1^{er} juin 2014, du maintien à titre gratuit des garanties du régime en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à une prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions suivantes :

- le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation de l'assurance chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez un même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au mois supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;
- le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;
- les garanties maintenues sont celles en vigueur dans l'entreprise ;
- l'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien de garanties, des conditions prévues au présent article, en fournissant également les justificatifs mentionnés ci-après ;
- l'employeur signale le maintien des garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

Ces dispositions sont applicables dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficiaient effectivement des garanties à la date de cessation du contrat de travail.

Pour bénéficier du maintien, le salarié doit fournir l'ensemble des justificatifs qui lui sont demandés par l'organisme assureur, et notamment le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations sont dues.

12.3. Transférabilité de l'ancienneté acquise dans un précédent contrat à un nouvel employeur

Le bénéfice du régime complémentaire frais de santé peut être maintenu si le salarié est embauché dans un délai de 3 mois suivant la rupture de son contrat de travail dans une entreprise relevant du champ d'application du présent accord, au profit du salarié bénéficiant également dudit accord dans la précédente entreprise et ayant 6 mois d'ancienneté à la date de la rupture, sous réserve d'en informer son nouvel employeur par écrit. Dans ce cas, la couverture frais de santé chez le nouvel employeur prend effet dès la date d'embauche. »

Article 5

Couverture facultative

Les dispositions de l'article 15 « Couverture facultative » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Salariés non cadres ayant moins de 6 mois d'ancienneté

Les salariés non cadres, non affiliés à l'AGIRC et ayant moins de 6 mois d'ancienneté dans une entreprise ou exploitation relevant du champ d'application défini par le présent accord, et ne bénéficiant pas de ce fait à titre obligatoire du régime, peuvent demander à bénéficier des garanties prévues par le présent régime moyennant le paiement de la cotisation globale définie à l'article 3. La cotisation globale acquittée sera entièrement financée par le salarié. L'assureur procédera à la collecte de la cotisation.

Ayants droit d'un salarié bénéficiaire du régime

De manière facultative, le salarié pourra demander le bénéfice de cet accord pour son/ses ayants droit :

- cotisation fixée à 1,50 % du PMSS pour le conjoint bénéficiaire ;
- cotisation fixée à 1,08 % du PMSS quel que soit le nombre d'enfants ;
- cotisation fixée à 1,96 % du PMSS pour la famille au sens large.

Pour les garanties visées, leur bénéfice est subordonné à la souscription d'un bulletin d'adhésion détaillant les personnes demandant à être garanties.

L'assureur procédera directement à la collecte de la cotisation.

Les modalités de gestion de ces adhésions sont définies dans le contrat d'assurance et de gestion administrative. »

Article 6

Maintien des garanties au profit des anciens salariés et des ayants droit d'un salarié décédé

Les dispositions de l'article 16 « Maintien des garanties au profit des anciens salariés et des ayants droit d'un salarié décédé » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Conformément aux dispositions prévues par l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques, dite « loi Evin », la garantie frais de santé peut être maintenue par la souscription d'un contrat individuel proposé par l'organisme assureur, sans condition de période probatoire ni d'examens ou questionnaires médicaux au profit des personnes suivantes :

- les anciens salariés bénéficiaires de prestations d'incapacité ou d'invalidité ;
- les anciens salariés bénéficiaires d'une pension de retraite ;
- les anciens salariés privés d'emploi, bénéficiaires d'un revenu de remplacement ;
- les ayants droit qui étaient garanties par l'intermédiaire d'un salarié décédé.

L'organisme assureur procédera à la collecte de la cotisation avec une majoration maximum de 50 % par rapport à la cotisation globale des actifs (part employeur et part salarié).

Les intéressés devront en faire la demande auprès de l'organisme assureur dans les 6 mois suivant la rupture du contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois qui suivent le terme de couverture au titre de la portabilité visée au 16.2 ci-après ou le décès du salarié.

Le bénéfice du régime complémentaire frais de santé peut être maintenu au profit du salarié visé au 12.3 du présent accord, pendant la période au cours de laquelle il n'est pas employé, par le biais d'une affiliation individuelle d'une durée maximum de 3 mois civils à compter du premier jour suivant celui de la rupture de son contrat de travail. La cotisation correspondante, identique à celle prévue par le régime pour les salariés, est à sa charge exclusive. Cette affiliation individuelle cesse à la date d'embauche chez le nouvel employeur relevant du présent accord et reprenant les droits du salarié concerné.

Le bénéfice du régime complémentaire frais de santé peut être maintenu au profit de tout salarié dont le contrat de travail est rompu, à titre facultatif, aux mêmes conditions tarifaires, pendant un délai de 3 mois à compter de ladite rupture. Dans ce cadre, l'organisme assureur procède à la collecte de la cotisation, à la charge exclusive du salarié.

Au terme du maintien ci-dessus, y compris le maintien au titre de la portabilité tel que défini au 12.2 du présent accord, l'ancien salarié a la possibilité d'adhérer, à titre individuel, à la garantie frais de santé proposée par l'organisme assureur. »

Article 7

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et, au plus tôt, le 1^{er} juin 2014 concernant les dispositions relatives à la portabilité.

Article 8

Dépôt et extension

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Vouillé, le 16 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)